

B. K. K. K.

Office of the
Resident
Representative
TAB

Reference :
Prog. E-11.2

Title I
Counterpart
Committee

Bureau du
Représentant
Résident
du BAT

Référence :
Programme E-11.2
Titre I
Commission des
Fonds de Contrepartie

PROJECT AGREEMENT

Agreement entered into on 1964 between the Government of the Republic of Congo (hereinafter referred to as Government) and the United Nations (hereinafter referred to as U.N.)

Whereas, by a Memorandum of Understanding dated 13 February 1962 between the Government of the United States and the United Nations, it was agreed by the Government of the United States to grant to the United Nations 90 per cent of the Congo francs which accrue to the United States Government pursuant to the Agricultural Commodities Agreement dated 18 November 1961 between the said Government of the United States and the Government of the Republic of Congo, and

Whereas, it was agreed that the Congo francs thus paid over to the U.N. will be used for grants to the Government for such priority expenditures to promote balanced economic development as may from time to time be agreed between the Government and the U.N. in close cooperation with the Representative in the Republic of the Congo of the Agency for International Development of the United States Government, and

Whereas, it was agreed that the Government and the U.N. shall agree upon suitable procedures providing that expenditures in connexion with the above-mentioned purposes be made on the same principles as those in force for the counterpart funds under the Agreement between the U.N. and the Government dated 12 June 1961,

PROJET D'ACCORD

Accord conclu le 1964 entre le Gouvernement de la République du Congo (ci-après dénommée "le Gouvernement") et l'Organisation des Nations Unies (ci-après dénommée "l'ONU").

Considérant que, par un Memorandum d'accord du 13 février 1962 entre le Gouvernement des Etats-Unis et l'Organisation des Nations Unies, le Gouvernement des Etats-Unis a accepté de remettre à l'Organisation des Nations Unies 90 pour cent des sommes en francs congolais acquises au Gouvernement des Etats-Unis en application de l'Accord relatif aux produits agricoles conclu le 18 novembre 1961 entre le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement de la République du Congo,

Considérant qu'il a été convenu que les francs congolais ainsi remis à l'ONU seront attribués au Gouvernement pour des dépenses prioritaires de nature à favoriser un développement économique équilibré qui auront fait l'objet d'accords conclus de temps à autre entre le Gouvernement et l'ONU, en étroite collaboration avec le Représentant dans la République du Congo de l'Agency for International Development du Gouvernement des Etats-Unis,

Considérant qu'il a été convenu que le Gouvernement et l'ONU détermineraient d'un commun accord les procédures appropriées, à condition que les dépenses engagées aux fins susmentionnées soient soumises aux mêmes principes que ceux qui sont en vigueur dans le cas des fonds de contrepartie qui font l'objet de l'Accord en date du 12 juin 1961 conclu entre l'ONU et le Gouvernement,

Now, therefore, it is hereby agreed between the parties hereto as follows :

1. The U.N. hereby agrees to grant to the Government CF 10,000,000 for the purpose of financing the following project approved by Title I Counterpart Committee and more fully described below, in accordance with the budget set forth below, in the manner and under the rules and procedures described below, which project it is mutually agreed is given priority rating and is designated to promote balanced economic development in the Congo.

BUDGET

2. This is a project in the amount of CF 10,000,000 for the rehabilitation of Bukavu, to assist the provincial and local authorities in Bukavu to rehabilitate the economy of Bukavu, including the repair and reconstruction of housing, roads, bridges, public buildings, public utilities, and facilities for the protection of public health, and the prevention of disease, and for the provision of equipment, supplies for the purpose of carrying out the above works, and for assistance to the labourers and workers on these projects. The projects to be carried out will be undertaken at the request of and on the authority of the Central and local Governments in conjunction with the Public Works and Community Development experts of the U.N. in Bukavu.

3. Payment of goods and services procured by the Government in connexion with the project will be paid by the U.N. or reimbursed to the Government upon written request of the Ordonnateur Trésorier of the Government, accompanied by receipted bills, payrolls, vouchers, or other documents certified by him to be correct and payable and which will identify the goods or services financed

Les parties au présent accord conviennent solennellement de ce qui suit:

1. L'ONU s'engage par le présent accord à octroyer au Gouvernement une somme de FC 10.000.000 destinées à assurer le financement d'un projet approuvé par la Commission des Fonds de Contrepartie du Titre I, décrit ci-dessous, conformément au budget qui figure ci-dessous, dans les conditions et selon les règles et procédures qui sont définies au présent accord, les deux parties ayant convenu de donner la priorité au dit projet, lequel est de nature à favoriser le développement équilibré du Congo.

BUDGET

2. Il s'agit d'un projet de FC 10.000.000 destinés au rétablissement de Bukavu afin d'aider les autorités provinciales et locales à relever l'économie de Bukavu y compris les réparations et la reconstruction de logements, routes, ponts, bâtiments publics, services publics, et services de protection de la santé publique, et la prévention des maladies, et pour l'approvisionnement en équipement et fournitures nécessaires pour effectuer les travaux mentionnés ci-dessus et secourir les travailleurs et ouvriers affectés à ces projets. Les projets à exécuter seront entrepris à la demande et sur l'autorité des Gouvernements Central et Provincial, de concert avec les experts des Travaux Publics et du Développement Communautaire de l'ONU à Bukavu.

3. L'ONU versera le prix des marchandises et services acquis par le Gouvernement dans le cadre du projet ou remboursera ce prix au Gouvernement sur la demande écrite de l'Ordonnateur de la trésorerie du Gouvernement accompagnée des mémoires, feuilles de salaires et attestations acquittés ou d'autres documents que ledit Ordonnateur de la trésorerie aura certifiés exacts et payables

and the project against which the goods and services are to be charged. Alternatively, the U.N. will, upon such written request, and accompanied by the same documentation indicating that payment has not yet been made, pay on behalf of the Government to the payee, person, firm or agency, the amount claimed.

4. The Government agrees to furnish to the U.N. all such information as the U.N. shall reasonably request concerning the agreed project and the expenditures related thereto, and such information and assistance as will enable the U.N. to review the agreed project and the utilization of the goods and services financed under the agreed project. The Government further agrees to furnish the U.N. with quarterly progress reports by individual projects, and to permit access of the U.N. to the project sites for the purpose of making appropriate on-site and completion inspections.

5. The Government agrees to maintain and make available to the U.N. at its request adequate records, books, accounts and reports concerning the project, for the duration of the project, or until the expiration of three years after final disbursements have been made, whichever is the later.

6. The Government will not enter into obligations for the execution of the project in excess of the amount set out in paragraph 1 hereof, and the Government agrees that any obligation incurred in excess of the said amount will be chargeable to its own proper funds.

et dans lesquels les marchandises ou services dont l'acquisition est financée seront identifiés ainsi que les pris desdites marchandises et services. De son côté, l'ONU, au reçu de la demande écrite susmentionnée accompagnée de la même documentation indiquant que le paiement n'a pas encore eu lieu, versera au nom du Gouvernement le montant demandé au titulaire de la créance, personne, firme ou agence.

4. Le Gouvernement s'engage à fournir à l'ONU tous les renseignements que celle-ci pourra raisonnablement demander au sujet du projet qui fait l'objet de l'accord et au sujet des dépenses relatives à ce projet, ainsi que les renseignements et l'assistance voulus pour que l'ONU soit en mesure d'examiner ledit projet et l'utilisation des marchandises et services dont l'acquisition est financée au titre de ce projet. Le Gouvernement s'engage en outre à communiquer à l'ONU des rapports trimestriels relatifs à l'état des travaux par projet et à donner accès à l'ONU sur le chantier où le projet est exécuté, afin de lui permettre d'effectuer les inspections appropriées sur le terrain et à l'achèvement des travaux.

5. Le Gouvernement s'engage à établir et à mettre à la disposition de l'ONU, sur la demande de celle-ci, des notes, livres, comptes et rapports suffisants relatifs au projet pendant toute la durée dudit projet, ou bien jusqu'à l'expiration d'une période de trois ans à compter du jour où les derniers déboursements ont été effectués si cette dernière date est postérieure à la date où le projet a pris fin.

6. Le Gouvernement ne contractera pas d'obligation d'un montant dépassant celui qui est indiqué au paragraphe premier du présent accord. Le Gouvernement convient en outre que toute obligation contractée en excédent dudit montant sera imputable sur sa propre trésorerie.

7. This agreement may be amended from time to time by agreement between the parties hereto.

7. Le présent accord peut être modifié, de temps à autre, par accord entre les parties.

Executed in the City of Leopoldville

Fait en la ville de Léopoldville

day of 1964

Le 1964

Government of the
Republic of the Congo

United Nations

Pour le Gouvernement
de la République du
Congo

Pour l'Organi-
sation des
Nations Unies

Director
Bureau of Economic
Coordination

B.F. Osorio-Tafall
Resident
Representative

Directeur du Bureau
de la coordination
économique

B.F. Osorio-Tafall
Représentant
résident

Noted: U.S. Government

Vu par le Gouvernement des
Etats-Unis d'Amérique

S.T. Baron

S.T. Baron

Bureau du Représentant résident
et Directeur des programmes du Fonds spécial

Commission des Fonds de Contrepartie
du Titre I

Réf: Projet E-11.2
Rétablissement de Bukavu
Le 4 septembre 1964

Rapport N° 2 de la commission
envoyée à Bukavu pour l'exécution
du projet E-11.2 visant au
rétablissement de Bukavu

... On trouvera ci-joint copie du télégramme reçu le 3 septembre 1964 de la commission envoyée à Bukavu, en exécution du projet d'accord sous rubrique, donnant des renseignements sous forme d'un bref rapport sur l'activité de ladite commission dans cette localité ainsi que des renseignements d'ordre général sur la situation économique actuelle de Bukavu.

TABUK 41/9 Brooks Pichler from Hobisch Dozin.

Part I. Food project.

On September 2, I distributed in close cooperation with provincial authorities and the US Consulate USAID food supplies to the population of Bukavu. The commodities have been sold to local merchants against payment in cash at wholesale and retail prices fixed by a round table Conference on August 31 at the Presidential residence.

Sales procedures:

4,980 kgs manioc powder at CF8 per kilo, retail price CF 10.-
1,000 kgs sugar at CF 56.- per kilo, retail price CF 70.-
4,970 kgs dried fish at CF 40.- per kilo, retail price CF 50.-
(Deficiency 30 kgs dried fish lost on shipment).
Bank deposit of sales income of CF 294,640 to temporary account N° 355470 with Bank du Congo in Bukavu on 2 September 1964 (A second deposit of CF 200,000 refers to advance I received in Leo from Title I funds). Credit notes shall be pouched to you upon receipt.

Milk powder is in stock with merchants but need for it exists at public institutions (schools hospitals). The proper distribution of milk powder is being studied with representatives of Congolese Provincial Government and the U.S. Consulate and is thought to be undertaken the next days. Expected sales income for 1,800 kgs milk powder at CF 60 per kilo, CF 108,000, but part donation to missionaries is possible (Proper accounts about distribution are maintained by me). The delay in distribution is based on many consultations to establish guarantees for proper distribution to exclude promotion to black marketing. So far distribution is well under control and is being executed to the full satisfaction

TABUK 41/9 Brooks Pichler de Hobisch Dozin.

Première partie, projet d'alimentation.

Le 2 septembre, en collaboration étroite avec les autorités provinciales et l'USAID du Consulat des Etats-Unis j'ai distribué des vivres à la population de Bukavu. Les denrées ont été vendues par l'intermédiaire des marchands locaux contre paiement au comptant à des prix de gros et de détail fixés par une conférence de la table ronde qui s'est tenue le 31 août à la Résidence présidentielle.

Procédures de vente:

4,980 kgs de manioc en poudre à FC 8.- le kilo, prix de détail FC 10.-
1,000 kgs de sucre à FC 56.- le kilo, prix de détail FC 70.-
4,970 kgs de poisson séché à FC 40 le kilo, prix de détail FC 50.-
(Perte de 30 kgs de poisson séché pendant l'expédition des marchandises).
Dépôt du produit de la vente, soit FC 294.640, au compte provisoire N° 355470 auprès de la Banque du Congo à Bukavu le 2 septembre 1964 (Un deuxième dépôt de FC 200,000 se rapporte à l'avance que j'ai reçue à Léopoldville sur des fonds du Titre I). Les notes de crédit vous seront remises dès que nous les recevrons.

Du lait en poudre est en stock chez les marchands mais les institutions publiques (écoles, hôpitaux) en ont besoin. La distribution appropriée de lait en poudre a été étudiée avec les représentants du Gouvernement provincial congolais et du Consulat des EU et l'on envisage de l'entreprendre les jours prochains. Produit de vente prévu de 1,800 kilos de lait en poudre à FC 60 le kilo, soit FC 108,000 mais éventuellement une partie sera donnée aux missionnaires. (Je tiens les comptes réguliers concernant la distribution). Le retard dans la distribution est dû aux nombreuses consultations visant à établir les garanties nécessaires afin de ne pas favoriser le marché noir. Jusqu'à présent

to all concerned and has from the moral point of view a very good effect on the population of Bukavu. An U.S. Embassy film team covered our action up to 1 September.

I request to assign BIT expert Cappedyck for an indefinite period to our mission. His assistance would be a great help to establish soonest a proper survey of the market to provide statistical basis for further food supplies needed. Doctor Doglio is rendering full assistance to us but is tied also to many other problems.

Part II. Report on the economic and employment situation in the Province of Kivu Central.

The demographic situation in the communes of Kadutu, Bagira and Dibanda is presented as follows: Kadutu 100,000 inhabitants, Bagira 16,000 inhabitants at the present time, a decline of 40,000 since the events of the month of August, Dibanda 13,000 inhabitants, all counted for, i.e. 129,000 inhabitants at present compared with 169,000 before the events of 19, 20, 21 and 22 August. Resources from sales tax on beer and gasoline about 4.000.000 per month. The brewery has been closed since 18 August 1964. Collection of taxes in the three communes is non-existent. The three communes employ 600 workers of which 300 have been put out of work and the remaining will be out of work on 15 September if financial aid is not granted. Mr. Denis Maganga, First Bourgemester in the town of Bukavu, informed me of his fears regarding public disturbances if the financial situation of the three localities is not improved in the immediate future. The number of known unemployed is approximately 5000. All public works have been suspended due to lack of credits.

la distribution est bien contrôlée et est exécutée à l'entière satisfaction de tous les intéressés et elle a eu du point de vue moral un très bon effet sur la population de Bukavu. Un Groupe de cinéastes de l'Ambassade des E.U. a filmé nos activités jusqu'au 1 septembre.

Je demande l'affectation à notre mission de l'expert du BIT M. Cappedyck pour une période indéfinie. Sa collaboration nous aidera à effectuer au plus tôt possible une enquête sur le marché afin de procurer une base statistique à l'approvisionnement supplémentaire requis. Le Docteur Doglio nous accorde son entière assistance mais doit aussi s'occuper de plusieurs autres problèmes.

Deuxième partie. Rapport sur la situation économique et du personnel à la Province du Kivu Central.

La situation démographique des Communes de Kadutu, Bagira et Dibanda se présente comme suit: Commune de Kadutu 100.000 habitants, Commune de Bagira 16.000 habitants actuellement, avant les événements du mois d'août 40.000 habitants en plus, Commune Dibanda 13 000 habitants, tous recensés, soit actuellement 129.000 habitants, avant les événements de 19, 20, 21 et 22 août 169.000 habitants. Les ressources des taxes sur la vente de bière et essence environ 4.000.000 par mois. La brasserie était fermée depuis le 18 août 1964. Les rentrées des trois communes sont nulles. Les trois communes occupent 600 travailleurs, 300 ont dû être mis en chômage, et le reste si une aide financière ne leur est pas accordée d'urgence serait également mis en chômage pour le 15 septembre. M. Denis Maganga, Premier Bourgemestre de la ville de Bukavu m'a fait part de ses craintes de troubles si la situation financière des trois communes ne s'améliore pas dans les prochains jours. Le nombre de chômeurs recensés est d'environ 5.000. Les travaux sont arrêtés faute de crédits.

The town of Bukavu had signed on 6 June 1964 an agreement with the Office des Cités africaines for works at the Kadutu commune for an amount of CF 2,087,900. A sum of CF 696,000 had already been paid to OCA. The coffer was empty and the works are suspended. Together with M. Deckers, P.W. adviser in the town of Bukavu, and the First Bourgemester we went to Kadutu and found the works of the commune to be extremely urgent. On 15 September the rainy season begins and much caving-in is to be feared. From funds available an amount of CF 1,391,900 should be put at the disposal of the commune for the continuation of public works. According to the opinion of the provincial authorities and of Doctor Doglio these workers have to be assigned to clean the commune of Kadutu and of the town of Bukavu which is in an unsanitary state beyond description, especially in Kadutu and public health is threatened.

The money collected from the sale of food-stuffs brought from Léopoldville together with funds available from Mr. Hobisch, amounting to CF 600,000, permitting us to put to work 300 unemployed for 24 days, i.e. C.F. 84 per day all included, $600,000 : 84 = 7,142$ working days, $7,142 : 300 = 24$ working days for the 300 unemployed. The supervision of these 300 unemployed will be carried on by 2 Europeans, provincial P.W. advisers, and one Congolese supervisor. Salaries will be paid each Saturday. Pay-roll established and approved by the provincial authorities.

As to damages caused to public buildings as a result of 19, 20, 21 and 22 August troubles at Bukavu only the building of PTT sustained any considerable damage. More than 600 m² of glass was broken and the exterior of the

La ville de Bukavu a signé en date du 6 juin 1964 une convention avec l'Office des Cités africaines pour des travaux dans la commune de Kadutu pour un montant de Frs. 2.087.900. Une somme de 696.000 Frs. a déjà été versée à l'O.C.A. La caisse communale était vide, les travaux sont arrêtés. Accompagné de M. Deckers, Conseiller T.P. de la ville de Bukavu, et du Premier Bourgmestre, nous avons effectué une visite à la commune de Kadutu. Les travaux de la commune sont d'une urgence extrême. Le 15 septembre la saison des pluies commence et de nombreux éboulements sont à craindre. Je pense que suivant les disponibilités une somme de 1.391.900 Frs soit mise à la disposition de la commune pour continuer les travaux. Suivant l'avis des autorités provinciales et communales et du Docteur Doglio ces travailleurs seraient affectés au nettoyage de la commune de Kadutu et de la ville de Bukavu qui est dans un état d'insalubrité indescriptible surtout la commune de Kadutu et menace la santé publique.

L'argent récupéré de la vente des produits alimentaires amenés de Léopoldville et la somme dont dispose M. Hobisch en tout environ 600,000 Frs. nous permet la mise au travail de 300 chômeurs pendant 24 jours, soit, à 84 Frs. par jour tout compris, $600.000 : 84 = 7.142$ journées de travail, $7142 : 300 = 24$ journées de travail pour les 300 chômeurs. La surveillance de ces 300 chômeurs serait exercée par les 2 européens, conseillers des T.P. provincial et un surveillant congolais. Les salaires seront payés chaque samedi. Liste de paye établie et approuvée par autorité provinciale.

En ce qui concerne les dégâts causés par les troubles des 19, 20, 21 et 22 août 1964 à Bukavu aux bâtiments administratifs, seul le bâtiment des P.T.T. a subi des dégâts importants. Plus de 600 m² de vitres cassées et

building needs to be redone. Three tons of cement will suffice for these repairs. Considering the quantity of ammunitions used in the town of Bukavu, about 8 tons, it could be said that damage is not very high. The provincial direction of P.W. has established a specification by the architect of the province for the repair of public buildings. Urgent repairs should be carried out in the building of PTT in order to preserve the telephone central.

et enduit extérieur du bâtiment est à refaire à différents endroits. Trois tonnes de ciment suffiront pour ces réparations. Vu la quantité de munitions tirées dans la ville de Bukavu, environ 8 tonnes, on peut dire que les dégâts ne sont pas trop élevés. La direction des T.P. provincial fait établir un devis par l'architecte de la province pour les réparations des bâtiments administratifs. Des réparations urgentes devront être effectuées au bâtiment des P.T.T. afin de préserver la central téléphonique.

Bureau du Représentant résident
et Directeur des programmes du Fonds spécial

Commission des Fonds de Contrepartie
du Titre I

Réf: Projet E 11.2
Rétablissement de Bukavu

le 12 septembre 1964

Rapport No. 3 de la Commission envoyée à
Bukavu pour l'exécution du projet E-11.2
au rétablissement de Bukavu

On trouvera ci-joint copie du télégramme reçu le 7 septembre 1964 de la commission envoyée à Bukavu, en exécution du projet d'accord sous rubrique, donnant des renseignements sur l'activité de la dite commission dans cette localité et soumettant des propositions pour la mise en oeuvre de 5 projets de travaux publics dans cette région.

TABUK 48/9 Brooks Pichler from Hobisch Dozin. Report No. 3 of September 7 1964

(A) 1800 kgs. milk powder distributed today to Congolese hospitals, missions, and mission schools as donation for welfare purposes because investigation proved urgent need of milk.

(B) Concerning cancellation order flour for Albertville through Nanan Frères, Bukavu, we are informed that shipment could possibly be stopped in Dar-es-Salaam and, if so, the order will be considered cancelled by Hanan. We dispatched for Hanan through US Consul a cable to this effect to Hanan Frères Bujumbura today.

(C) For your information actually no manioc and no rice are available to population of Bukavu. In this case all transport expenses to be charged against our project.

TABUK 48/9 Brooks Pichler de Hobisch Dozin. Rapport No. 7 du 7 Septembre 1964

(A) 1800 kgs. de lait en poudre distribués gratuitement aujourd'hui aux hôpitaux congolais, aux missions et aux écoles missionnaires à titre d'assistance sociale, l'enquête ayant établi l'urgence des besoins en lait.

(B) En ce qui concerne l'annulation de la commande de farine pour Albertville par l'entremise de Hanan Frères de Bukavu, on nous fait savoir que le chargement pourrait éventuellement être arrêté à Dar-es-Salaam et s'il en est ainsi la commande sera considérée annulée par Hanan. A cet effet, nous avons envoyé aujourd'hui un télégramme à Hanan Frères Bujumbura par l'entremise du Consul des Etats-Unis.

(C) Pour votre gouverne, la population de Bukavu ne dispose pas actuellement de manioc ni de riz. Nous envisageons d'organiser avec le Colonel Mulamba le transport de ces denrées de Kitutu à Bukavu. Dans ce cas, tous les frais de transport seront assumés par notre projet.

Second part, Report on Public WorksDeuxième partie, Rapport sur les travaux

Table of Projects for Unemployment Relief at Bukavu

Tableau des projets pour résorption du chômage à Bukavu

Proj. No.	Description	No. of labourers	Duration of works	No. du Projet.	Description	Nombre d'ouvriers	Durée des travaux
1.	Cleaning of Kadutu	300	Abt. 1 mth.	1	Nettoyage Kadutu	300	Environ 1 mois
2.	Construction of supporting wall, protection wall, raising of banks of Fumu Canal	100	3 months	2	Construction mur de soutènement, mur de protection, rehaussement parois canal Fumu	100	3 mois
3.	Retimbering of Kadutu and construction of supporting wall	200	2 "	3	Reboisement Kadutu et construction mur de soutènement	200	2 mois
4.	Repairing of Road and avenue of Bukavu and of Bagira commune not permanently paved 20 Km	300	2 "	4	Réfection Route et avenue Bukavu et commune de Bagira non pourvues d'un revêtement définitif 20 Km	300	2 mois
5.	Repairing of Bukavu road from Kri 4 to Nya-Ncezi Km 22	100	1 month	5	Réfection route Bukavu du Km 4 à Nya-Ncezi Km 22	100	1 mois

For a total of 1000 labourers, total amount required for the five projects CF 5,237,900

Soit au total 1000 ouvriers
Total nécessaire pour ces cinq projets: 5,237,900 frs. C.

A sixth project to employ 400 labourers is under study.

Un sixième projet est à l'étude pour occuper 400 travailleurs.

Albertville

Office of the
Resident
Representative
and Director
of Special Fund
Programmes

Reference:
Prog. E-11.3

Title I
Counterpart
Committee

Bureau du
Représentant
Résident
et Directeur
des programmes
du Fonds Spécial

Reference:
Programme E-11.3

Titre I
Commission des
Fonds de
Contrepartie

PROJECT AGREEMENT

Agreement entered into on 1 September 1964 between the Government of the Republic of Congo (hereinafter referred to as Government) and the United Nations (hereinafter referred to as U.N.)

Whereas by a Memorandum of Understanding dated 13 February 1962 between the Government of the United States and the United Nations, it was agreed by the Government of the United States to grant to the United Nations 90 per cent of the Congo francs which accrue to the United States Government pursuant to the Agricultural Commodities Agreement dated 18 November 1961 between the said Government of the United States and the Government of the Republic of Congo, and

Whereas, it was agreed that the Congo francs thus paid over to the U.N. will be used for grants to the Government for such priority expenditures to promote balanced economic development as may from time to time be agreed between the Government and the U.N. in close cooperation with the Representative in the Republic of the Congo of the Agency for International Development of the United States Government, and

PROJET D'ACCORD

Accord conclu le 1 Septembre 1964 entre le Gouvernement de la République du Congo (ci-après dénommée "le Gouvernement" et l'Organisation des Nations Unies (ci-après dénommée "L'ONU").

Considérant que, par un Memorandum d'accord du 13 février 1962 entre le Gouvernement des Etats-Unis et l'Organisation des Nations Unies, le Gouvernement des Etats-Unis a accepté de remettre à l'Organisation des Nations Unies 90 pour cent des sommes en francs congolais acquises au Gouvernement des Etats-Unis en application de l'Accord relatif aux produits agricoles conclu le 18 novembre 1961 entre le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement de la République du Congo.

Considérant qu'il a été convenu que les francs congolais ainsi remis à l'ONU seront attribués au Gouvernement pour des dépenses prioritaires de nature à favoriser un développement économique équilibré qui auront fait l'objet d'accords conclus de temps à autre entre le Gouvernement et l'ONU, en étroite collaboration avec le Représentant dans la République du Congo de l'Agency for International Development du Gouvernement des Etats-Unis,

Whereas, it was agreed that the Government and the U.N. shall agree upon suitable procedures providing that expenditures in connexion with the above-mentioned purposes be made on the same principles as those in force for the counterpart funds under the Agreement between the U.N. and the Government dated 12 June 1961,

Now, therefore, it is hereby agreed between the parties hereto as follows:

1. The U.N. hereby agrees to grant to the Government CF 10,000,000 for the purpose of financing the following project approved by Title I Counterpart Committee and more fully described below, in accordance with the budget set forth below, in the manner and under the rules and procedures described below, which project it is mutually agreed is given priority rating and is designated to promote balanced economic development in the Congo.

BUDGET

2. This is a project in the amount of CF 10,000,000 for the rehabilitation of Albertville, to assist the provincial and local authorities in Albertville to rehabilitate the economy of Albertville, including the repair and reconstruction of housing, roads, bridges, public buildings, public

Considérant qu'il a été convenu que le Gouvernement et l'ONU détermineraient d'un commun accord les procédures appropriées, à condition que les dépenses engagées aux fins susmentionnées soient soumises aux mêmes principes que ceux qui sont en vigueur dans le cas des fonds de contrepartie qui font l'objet de l'Accord en date du 12 juin 1961 conclu entre l'ONU et le Gouvernement,

Les parties au présent accord conviennent solennellement de ce qui suit:

1. L'ONU s'engage par le présent accord à octroyer au Gouvernement une somme de FC 10.000.000 destinée à assurer le financement d'un projet approuvé par la Commission des Fonds de Contrepartie du Titre I, décrit ci-dessous, conformément au budget qui figure ci-dessous, dans les conditions et selon les règles et procédures qui sont définies au présent accord, les deux parties ayant convenu de donner la priorité au dit projet, lequel est de nature à favoriser le développement Equilibré du Congo.

BUDGET

2. Il s'agit d'un projet de FC 10.000.000 destinés au rétablissement d'Albertville afin d'aider les autorités provinciales et locales à relever l'économie d'Albertville y compris les réparations et la reconstruction de logements, routes, ponts, bâtiments publics, services publics,

utilities and facilities for the protection of public health, and the prevention of disease, and for the provision of equipment, supplies for the purpose of carrying out the above works, and for assistance to the labourers and workers on these projects. The projects to be carried out will be undertaken at the request of and on the authority of the Central and local Governments in conjunction with the Public Works and Community Development experts of the U.N. in Albertville,

3. Payment of goods and services procured by the Government in connection with the project will be paid by the U.N. or reimbursed to the Government upon written request of the Ordonnateur Trésorier of the Government, accompanied by receipted bills, payrolls, vouchers, or other documents certified by him to be correct and payable and which will identify the goods or services financed and the project against which the goods and services are to be charged. Alternatively, the U.N. will, upon such written request, and accompanied by the same documentation indicating that payment has not yet been made, pay on behalf of the Government to the payee, person, firm or agency, the amount claimed.

et services de protection de la santé publique, et la prévention des maladies, et pour l'approvisionnement en équipement et fournitures nécessaires pour effectuer les travaux mentionnés ci-dessus et secourir les travailleurs et ouvriers affectés à ces projets. Les projets à exécuter seront entrepris à la demande et sur l'autorité des Gouvernements Central et Provincial, de concert avec les experts des Travaux Publics et du Développement Communautaire de l'ONU à Albertville,

3. L'ONU versera le prix des marchandises et services acquis par le Gouvernement dans le cadre du projet ou remboursera ce prix au Gouvernement sur la demande écrite de l'Ordonnateur de la ~~trésorerie~~ du Gouvernement accompagnée des mémoires, feuilles de salaires et attestations acquittées ou d'autres documents que ledit Ordonnateur de la ~~trésorerie~~ aura certifiés exacts et payables et dans lesquels les marchandises ou services dont l'acquisition est financée seront identifiés ainsi que les prix desdites marchandises et services. De son côté, l'ONU au reçu de la demande écrite susmentionnée accompagnée de la même documentation indiquant que le paiement n'a pas encore eu lieu, versera au nom du Gouvernement le montant demandé au titulaire de la créance, personne, firme, ou agence.

4. The Government agrees to furnish to the U.N. all such information as the U.N. shall reasonably request concerning the agreed project and the expenditures related thereto, and such information and assistance as will enable the U.N. to review the agreed project and the utilization of the goods and services financed under the agreed project. The Government further agrees to furnish the U.N. with quarterly progress reports by individual projects, and to permit access of the U.N. to the project sites for the purpose of making appropriate on-site and completion inspections.

5. The Government agrees to maintain and make available to the U.N. at its request adequate records, books, accounts and reports concerning the project, for the duration of the project, or until the expiration of three years after final disbursements have been made, whichever is the later.

6. The Government will not enter into obligations for the execution of the project in excess of the amount set out in paragraph 1 hereof, and the Government agrees that any obligation incurred in excess of the said amount will be chargeable to its own proper funds.

4. Le Gouvernement s'engage à fournir à l'ONU tous les renseignements que celle-ci pourra raisonnablement demander au sujet du projet qui fait l'objet de l'accord et au sujet des dépenses relatives à ce projet, ainsi que les renseignements et l'assistance voulus pour que l'ONU soit en mesure d'examiner ledit projet et l'utilisation des marchandises et services dont l'acquisition est financée au titre de ce projet. Le Gouvernement s'engage en outre à communiquer à l'ONU des rapports trimestriels relatifs à l'état des travaux par projet et à donner accès à l'ONU sur le chantier où le projet est exécuté, afin de lui permettre d'effectuer les inspections appropriées sur le terrain et à l'achèvement des travaux.

5. Le Gouvernement s'engage à établir et à mettre à la disposition de l'ONU, sur la demande de celle-ci, des notes, livres, comptes et rapports suffisants relatifs au projet pendant toute la durée dudit projet, ou bien jusqu'à l'expiration d'une période de trois ans à compter du jour où les derniers déboursements ont été effectués si cette dernière date est postérieure à la date où le projet a pris fin.

6. Le Gouvernement ne contractera pas d'obligation d'un montant dépassant celui qui est indiqué au paragraphe premier du présent accord. Le Gouvernement convient en outre que toute obligation contractée en excédent dudit montant sera imputable sur

sa propre trésorerie.

7. This agreement may be amended from time to time by agreement between the parties hereto.

7. Le présent accord peut être modifié, de temps à autre, par accord entre les parties.

Executed in the City of Leopoldville

Fait en la ville de Léopoldville

1 day of September 1964

Le 1 septembre 1964

Government of
the Republic of
the Congo

United Nations

Pour le Gouverne-
ment de la
République du
Congo

Pour l'Organi-
sation des
Nations Unies

Director
Bureau of
Economic
Coordination

B.F. Osorio-Tafall
Resident
Representative and
Director of Spec-
ial Fund
Programmes

Directeur du
Bureau de la
coordination
économique

B.F. Osorio-Tafall
Représentant
résident et
Directeur des
Programmes du
Fonds Spécial

Noted: U.S.
Government

Vu par le
Gouvernement des
Etats-Unis
d'Amérique

S.T. Baron

S.T. Baron

Bondouville

Office of the
Resident
Representative
TAB

Reference :
Prog. E-11.1
Title I
Counterpart
Committee

Bureau du
Représentant
Résident
du BAT

Référence:
Programme E-11.1
Titre I
Commission des
Fonds de Contrepartie

PROJECT AGREEMENT

Agreement entered into on 1964
between the Government of the Republic of
Congo (hereinafter referred to as
Government) and the United Nations (herein-
after referred to as U.N.)

Whereas, by a Memorandum of Understand-
ing dated 13 February 1962 between the
Government of the United States and the
United Nations, it was agreed by the Govern-
ment of the United States to grant to the
United Nations 90 per cent of the Congo
francs which accrue to the United States
Government pursuant to the Agricultural
Commodities Agreement dated 18 November 1961
between the said Government of the United
States and the Government of the Republic of
Congo, and

Whereas, it was agreed that the Congo
francs thus paid over to the U.N. will be
used for grants to the Government for such
priority expenditures to promote balanced
economic development as may from time to
time be agreed between the Government and the
U.N. in close cooperation with the Represen-
tative in the Republic of the Congo of the
Agency for International Development of the
United States Government, and

Whereas, it was agreed that the Govern-
ment and the U.N. shall agree upon suitable
procedures providing that expenditures in
connexion with the above-mentioned purposes
be made on the same principles as those in
force for the counterpart funds under the
Agreement between the U.N. and the Government
dated 12 June 1961,

PROJET D'ACCORD

Accord conclu le 1964 entre le
Gouvernement de la République du Congo (ci-
après dénommée "le Gouvernement") et l'Orga-
nisation des Nations Unies (ci-après
dénommée "l'ONU").

Considérant que, par un Memorandum
d'accord du 13 février 1962 entre le Gouver-
nement des Etats-Unis et l'Organisation des
Nations Unies, le Gouvernement des Etats-
Unis a accepté de remettre à l'Organisation
des Nations Unies 90 pour cent des sommes
en francs congolais acquises au Gouvernement
des Etats-Unis en application de l'Accord
relatif aux produits agricoles conclu le
18 novembre 1961 entre le Gouvernement des
Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement de
la République du Congo,

Considérant qu'il a été convenu que les
francs congolais ainsi remis à l'ONU seront
attribués au Gouvernement pour des dépenses
prioritaires de nature à favoriser un dévelop-
pement économique équilibré qui auront fait
l'objet d'accords conclus de temps à autre
entre le Gouvernement et l'ONU, en étroite
collaboration avec le Représentant dans la
République du Congo de l'Agency for Intern-
ational Development du Gouvernement des
Etats-Unis,

Considérant qu'il a été convenu que le
Gouvernement et l'ONU détermineraient d'un
commun accord les procédures appropriées, à
condition que les dépenses engagées aux fins
susmentionnées soient soumises aux mêmes
principes que ceux qui sont en vigueur dans
le cas des fonds de contrepartie qui font
l'objet de l'Accord en date du 12 juin 1961
conclu entre l'ONU et le Gouvernement,

Now, therefore, it is hereby agreed between the parties hereto as follows :

1. The U.N. hereby agrees to grant to the Government CF 10,000,000 for the purpose of financing the following project approved by Title I Counterpart Committee and more fully described below, in accordance with the budget set forth below, in the manner and under the rules and procedures described below, which project it is mutually agreed is given priority rating and is designated to promote balanced economic development in the Congo.

BUDGET

2. This is a project in the amount of CF 10,000,000 for the rehabilitation of Baudouinville, to assist the provincial and local authorities in Baudouinville to rehabilitate the economy of Baudouinville, including the repair and reconstruction of housing, roads, bridges, public buildings, public utilities, and facilities for the protection of public health, and the prevention of disease, and for the provision of equipment, supplies for the purpose of carrying out the above works, and for assistance to the labourers and workers on these projects. The projects to be carried out will be undertaken at the request of and on the authority of the Central and local Governments in conjunction with the Public Works and Community Development experts of the U.N. in Baudouinville.

3. Payment of goods and services procured by the Government in connexion with the project will be paid by the U.N. or reimbursed to the Government upon written request of the Ordonnateur Trésorier of the Government, accompanied by receipted bills, payrolls, vouchers, or other documents certified by him to be correct and payable and which will

Les parties au présent accord conviennent solennellement de ce qui suit:

1. L'ONU s'engage par le présent accord à octroyer au Gouvernement une somme de FC 10.000.000 destinée à assurer le financement d'un projet approuvé par la Commission des Fonds de Contrepartie du Titre I, décrit ci-dessous, conformément au budget qui figure ci-dessous, dans les conditions et selon les règles et procédures qui sont définies au présent accord, les deux parties ayant convenu de donner la priorité au dit projet, lequel est de nature à favoriser le développement équilibré du Congo.

BUDGET

2. Il s'agit d'un projet de FC 10.000.000 destinés au rétablissement de Baudouinville afin d'aider les autorités provinciales et locales à relever l'économie de Baudouinville y compris les réparations et la reconstruction de logements, routes, ponts, bâtiments publics, services publics, et services de protection de la santé publique, et la prévention des maladies, et pour l'approvisionnement en équipement et fournitures nécessaires pour effectuer les travaux mentionnés ci-dessus et secourir les travailleurs et ouvriers affectés à ces projets. Les projets à exécuter seront entrepris à la demande et sur l'autorité des Gouvernements Central et Provincial, de concert avec les experts des Travaux Publics et du Développement Communautaire de l'ONU à Baudouinville.

3. L'ONU versera le prix des marchandises et services acquis par le Gouvernement dans le cadre du projet ou remboursera ce prix au Gouvernement sur la demande écrite de l'Ordonnateur de la trésorerie du Gouvernement accompagnée des mémoires, feuilles de salaires et attestations acquittés ou d'autres documents que ledit Ordonnateur de la

identify the goods or services financed and the project against which the goods and services are to be charged. Alternatively, the U.N. will, upon such written request, and accompanied by the same documentation indicating that payment has not yet been made, pay on behalf of the Government to the payee, person, firm or agency, the amount claimed.

4. The Government agrees to furnish to the U.N. all such information as the U.N. shall reasonably request concerning the agreed project and the expenditures related thereto, and such information and assistance as will enable the U.N. to review the agreed project and the utilization of the goods and services financed under the agreed project. The Government further agrees to furnish the U.N. with quarterly progress reports by individual projects, and to permit access of the U.N. to the project sites for the purpose of making appropriate on-site and completion inspections.

5. The Government agrees to maintain and make available to the U.N. at its request adequate records, books, accounts and reports concerning the project, for the duration of the project, or until the expiration of three years after final disbursements have been made, whichever is the later.

6. The Government will not enter into obligations for the execution of the project in excess of the amount set in paragraph 1 hereof and by line of the budget attached

trésorerie aura certifiés exacts et payables et dans lesquels les marchandises ou services dont l'acquisition est financée seront identifiés ainsi que les prix desdites marchandises et services. De son côté, l'ONU, au reçu de la demande écrite susmentionnée accompagnée de la même documentation indiquant que le paiement n'a pas encore eu lieu, versera au nom du Gouvernement le montant demandé au titulaire de la créance, personne, firme ou agence.

4. Le Gouvernement s'engage à fournir à l'ONU tous les renseignements que celle-ci pourra raisonnablement demander au sujet du projet qui fait l'objet de l'accord et au sujet des dépenses relatives à ce projet, ainsi que les renseignements et l'assistance voulus pour que l'ONU soit en mesure d'examiner ledit projet et l'utilisation des marchandises et services dont l'acquisition est financée au titre de ce projet. Le Gouvernement s'engage en outre à communiquer à l'ONU des rapports trimestriels relatifs à l'état des travaux par projet et à donner accès à l'ONU sur le chantier où le projet est exécuté, afin de lui permettre d'effectuer les inspections appropriées sur le terrain et à l'achèvement des travaux.

5. Le Gouvernement s'engage à établir et à mettre à la disposition de l'ONU, sur la demande de celle-ci, des notes, livres, comptes et rapports suffisants relatifs au projet pendant toute la durée dudit projet, ou bien jusqu'à l'expiration d'une période de trois ans à compter du jour où les derniers déboursements ont été effectués si cette dernière date est postérieure à la date où le projet a pris fin.

6. Le Gouvernement ne contractera pas d'obligation d'un montant dépassant celui qui est indiqué au paragraphe premier du présent accord ni supérieur, pour chaque

hereto, it being understood that a twenty per cent (20%) transferability between line items in the budget will be permitted, and the Government agrees that any obligation incurred in excess of the said amount will be chargeable to its own proper funds.

7. This agreement may be amended from time to time by agreement between the parties hereto.

Executed in the City of Leopoldville,

day of 1964

Government of the
Republic of the Congo

United Nations

Director a.i.
Bureau of Economic
Coordination

Noted: US Government

S.T. Baron

article du budget, au montant qui figure sur la ligne correspondante, dans le budget annexé au présent accord, étant entendu qu'il est permis de transférer d'une ligne à l'autre dudit budget 20 pour cent des montants respectifs. Le Gouvernement convient en outre que toute obligation contractée en excédent dudit montant sera imputable sur sa propre trésorerie.

7. Le présent accord peut être modifié, de temps à autre, par accord entre les parties.

Fait en la ville de Léopoldville,

le 1964

Pour le Gouvernement
de la République du
Congo

Pour l'Organi-
sation des
Nations Unies

Directeur du Bureau
de la coordination
économique

Vu par le Gouvernement des
Etats-Unis d'Amérique

B.F. Osorio-Tafall
Représentant résident

S.T. Baron